

FRUITS ET LÉGUMES

Les prix toujours brûlants

La température est toujours en hausse au marché des fruits et légumes. Les prix affichés hier sur les étals donnent le tournis.

La hausse des prix des légumes ne surprend plus. Tant cette situation, liée auparavant aux occasions et fêtes religieuses, est devenue récurrente. Le consommateur s'est désormais résigné à cette situation qu'il constate chaque jour sur les marchés des fruits et légumes, depuis un certain temps.

Conditions climatiques, spéculateurs, intermédiaires, produits hors saison... toutes les excuses sont bonnes pour justifier la hausse des prix. Hier au marché T'nach de Belouizdad, les commerçants estiment la moyenne de la hausse des prix entre 10 à 20 dinars pour chaque produit.

Une tournée sur les étals de ce marché nous fait constater qu'aucun produit n'est à la portée de la bourse

moyenne. La pomme de terre est affichée à 100 dinars le kilo. Ce produit est d'ailleurs devenu inaccessible depuis plusieurs mois déjà. Pourtant avec une production nationale annuelle moyenne de 44 millions de quintaux contre un besoin national de 40 millions de quintaux, le produit ne doit souffrir d'aucune hausse puisque c'est la quantité qui fixe les prix, selon les déclarations des commerçants de marchés de gros.

L'oignon subit le même sort. Le produit pourtant touché par le programme de stockage est affiché à 80 dinars le kilo. Cette hausse n'est pas nouvelle, puisque l'oignon s'affichait à ce même prix depuis déjà quelques mois. Aucun produit n'est épargné par la hausse. La tomate est cédée à 90 dinars le kilo, les carottes et les



Photo : NewPress

Aucun produit n'est épargné par la hausse.

navets sont vendus entre 70 et 80 dinars le kilo, la courgette s'affiche entre 120 et 140 dinars le kilo, la laitue est vendue à 140 dinars, le poivron à 120 dinars et le piment à 140 dinars le kilo. Les fèves, pourtant produit de saison se sont vendu à 100 dinars le kilo. Le véritable coup de

chaud est soufflé, cependant, sur les petits pois. Le produit était affiché à 400 dinars le kilo hier contre 250 dinars, il y a quelques jours. Vu les prix, les consommateurs préfèrent acheter en petites quantités. «Juste de quoi préparer le menu de la journée», expliquait une ménagère.

S. A.

UTILISATION DES TIC EN ALGÉRIE

Benghebrit veut la numérisation de son secteur

A l'instar des autres pays, l'introduction des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans le secteur de l'éducation nationale n'est pas un choix mais une obligation pour pouvoir suivre toute évolution. Le département de Benghebrit compte ne pas lésiner sur les moyens pour numériser le secteur.

Salah Benreguia - Alger (Le Soir) - La tenue avant-hier jeudi de la conférence nationale sur l'introduction des TIC dans le secteur de l'éducation nationale s'inscrit dans cette perspective de vouloir moderniser et numériser le secteur de l'éducation nationale. Un secteur qui ne peut pas et ne doit pas être à la marge des évolutions et révolutions technologiques.

Pour les spécialistes, l'usage des technologies de l'information et de la communication (TIC), rien qu'en classe, a un impact

positif sur l'enseignement. Leur utilisation dans tout le secteur (dans l'enseignement, la gestion, l'administration...) a également plusieurs avantages entre autres, une communication immédiate, une ouverture sur le monde, un échange d'idées et une vulgarisation à l'accès à la connaissance à travers un monde virtuel.

Lors de l'ouverture de cette rencontre tenue au lycée mathématiques d'Alger, la ministre de l'Education nationale a fait savoir que la numérisation du secteur s'inscrivait dans le cadre de la mise en œuvre du programme du gouvernement pour l'introduction des TIC, en vue d'améliorer le service public.

M^{me} Nouria Benghebrit a annoncé l'introduction d'un numéro d'immatriculation des professionnels du secteur dans le cadre de la numérisation de ce dernier qui sera opérationnel à partir d'octobre prochain.

«La numérisation du secteur exige de passer d'une approche d'initiative à une approche institutionnelle. Et la mobilisation de tous les cadres pour faire aboutir cette

démarche qui sera opérationnelle en octobre prochain», a fait savoir M^{me} Benghebrit.

Dans la pratique, et comme première étape, le numéro d'immatriculation, qui sera remis à tous les fonctionnaires du secteur, aidera à gérer et à prévenir les erreurs dans les opérations de promotion. «Dès lors, on aura plus à traiter avec les personnes mais avec leurs numéros d'immatriculation pour garantir la transparence et la célérité dans le travail», selon les explications d'un cadre du secteur.

Interrogée en marge de cette rencontre sur le maintien ou non des dates de l'examen du baccalauréat, la ministre Benghebrit soutient que «le ministère maintient la date fixée pour le déroulement des examens du baccalauréat soit du 7 au 11 juin prochain». Et de qualifier le «seuil» auquel ont appelé les élèves des classes de terminale, de «requête illogique». «Il est impossible de supprimer tout ce que nous voulons du programme scolaire», selon la ministre.

S. B.

CONFÉRENCE DE JEAN-FRANÇOIS DAGUZAN À L'INSAG

La relation entre les armées et les révolutions arabes en débat

«Les armées arabes et les révolutions arabes». C'est la thématique de la conférence-débat organisée par l'Institut national d'études de stratégies globales (Insag) jeudi dernier et dont Jean-François Daguzan était l'animateur. Pour lui, «l'instabilité» et la «solidité» des institutions militaires des pays arabes résument à elles seules la particularité de chaque pays.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Devant un parterre d'experts militaires, de juristes, de politologues et d'analystes, le conférencier qui est, par ailleurs, directeur adjoint de la Fondation pour la recherche scientifique (FRS), a tenté d'expliquer sur un plan de sociologie militaire et de science politique, les interactions entre institution militaire et pouvoir politique dans les pays où des «révolutions» ont abouti au renversement des régimes, chronologiquement en Tunisie, en Égypte et en Libye.

Ayant déjà traité le sujet en 2013 sous le thème «armées et

sociétés dans le monde arabes : entre révolte et conservatisme», l'invité de l'Insag a indiqué que «les événements qui se sont déroulés depuis 2011 en Tunisie, en Égypte, en Libye, au Yémen et en Syrie remettent en évidence le rôle de l'armée dans les pays arabes, et plus précisément dans les situations de transition politique ou de ruptures révolutionnaires». Autrement dit, essayer d'expliquer les différents comportements observés chez les militaires de ces pays, revient à rechercher les raisons qui les ont poussés dans une situation de crise antérieure, à choisir

d'appliquer ou non, l'ordre du pouvoir ou s'engager avec la population.

C'est à partir de cette approche que le conférencier dira que deux facteurs déterminant les caractéristiques des armées dans la région arabe, notamment lors de ces «révolutions». Selon lui, l'idée générale de la conférence est de «dire que la question des forces armées au moment des révoltes arabes révèle à la fois leur instabilité et leur solidité».

Il cite à ce propos, le lien entre l'Etat et la nation et le rôle que joue l'armée, en relevant l'exemple de l'Algérie et l'Égypte ou alors le contraire, soit l'explosion sociale et le chaos qui s'installent, en mettant en exergue le cas des pays comme l'Irak, la Libye et le Yémen. Selon lui, le cas de la Syrie est situé entre ces deux exemples. Selon le conférencier, le débat sur la question mérite une longue dis-

sertation et un large débat. Les participants à cette rencontre sont arrivés à la conclusion que la présence parfois écrasante des armées sur la scène politique arabe est le fruit des processus de constitution des Etats de la région après la Première Guerre mondiale et dans la période de décolonisation. Selon les cultures ou les histoires respectives de chaque pays, le rôle et la place des armées sont différents. Cependant, la cristallisation dictatorial qui s'est effectuée au fil des années a fait progressivement peser une chape de plomb sur les sociétés locales.

Le directeur adjoint de la Fondation pour la recherche scientifique conclut son intervention en mettant l'accent sur l'importance du renseignement, en indiquant que dans une grande partie de ces révolutions, le politique n'a pas pris en considération les alertes du militaire.

A. B.

SI-MUSTAPHA (BOUMERDÈS)

Tension lors de la visite du wali d'Alger

En ameutant ses journalistes, ses chaînes de télévision et sa smala de dizaines de hauts fonctionnaires des différentes administrations de la capitale, Abdelkader Zoukh, patron d'Alger, pensait qu'il allait s'offrir, ce jeudi, un show de super-ministre en visite dans une province.

Pour innover, la délégation et les accompagnateurs sont venus d'Alger à bord de deux luxueux bus escortés par les services de sécurité en nombre. Une trentaine de hauts responsables l'a précédée pour préparer son arrivée. Manque de chance, la pluie, la boue et surtout la contestation citoyenne ont gâché le spectacle.

En effet, une centaine de citoyens de la ville de Si-Mustapha, dans la wilaya de Boumerdès, se sont rassemblés jeudi matin pour attendre de pied ferme la venue du wali d'Alger qu'accompagnait Kamel Abbès wali de Boumerdès. Motif de ce rassemblement, l'affectation de 1 588 logements, dont le maître de l'ouvrage est l'OPGI (Office de promotion et de gestion immobilière) de Dar El Beida) (w. Alger) construits dans cette municipalité à l'intention des habitants de la wilaya d'Alger. «Nous ne sommes pas régionalistes mais ce sont les enfants de Si-Mustapha qui vivent dans des conditions difficiles qui sont prioritaires», nous ont affirmé non sans colère certains manifestants avant l'arrivée des deux dirigeants.

La veille de cette visite, ces mêmes citoyens qui ont eu vent de cette visite ont manifesté leur mécontentement devant leur mairie. «Je les ai reçus pour les rassurer et je leur ai dit que notre commune est destinataire d'un quota de 500 appartements. De plus, nous allons très bientôt lancer le chantier de construction de 300 autres logements sur le terrain récupéré de l'éradication des chalets construits en 2003 pour les sinistrés», nous a confié Ali Bouaziz, P/APC de Si-Mustapha avant l'arrivée des deux walis. Finalement, c'est à la fin de cette visite que Kamel Abbès a rencontré des citoyens de la localité pour les rassurer et calmer la foule. «Je vous garantis que 500 logements seront distribués aux seuls citoyens de Si-Mustapha. Je vous confirme que c'est une décision du Premier ministre. D'ailleurs, j'ai envoyé un écrit à ce propos au chef de votre daïra», leur a-t-il dit. La foule s'est dispersée dans le calme.

Pour rappel, ces 1 588 logements (des F3) font partie d'un programme de 35 000 unités destinées au RHP (Résorption de l'habitat précaire) pour la wilaya d'Alger. 26 321 sont en construction dans le territoire d'Alger, 7 091 dans la wilaya de Blida, les 1 588 sont érigés à Boumerdès. Ce sont donc 1 088 unités qui seront affectées par les autorités d'Alger aux citoyens venant, semble-t-il, d'El Harrach et Réghaïa.

Les deux walis, outre l'inspection des travaux de cette cité en cours de finition, ont également visité les chantiers de construction d'un lycée, d'un CEM et de deux groupes scolaires.

De son côté, le maire de la localité demande la construction d'un marché couvert, d'une polyclinique et d'un espace de pratique sportive pour faire face aux besoins des nouveaux arrivants.

Abachi L.